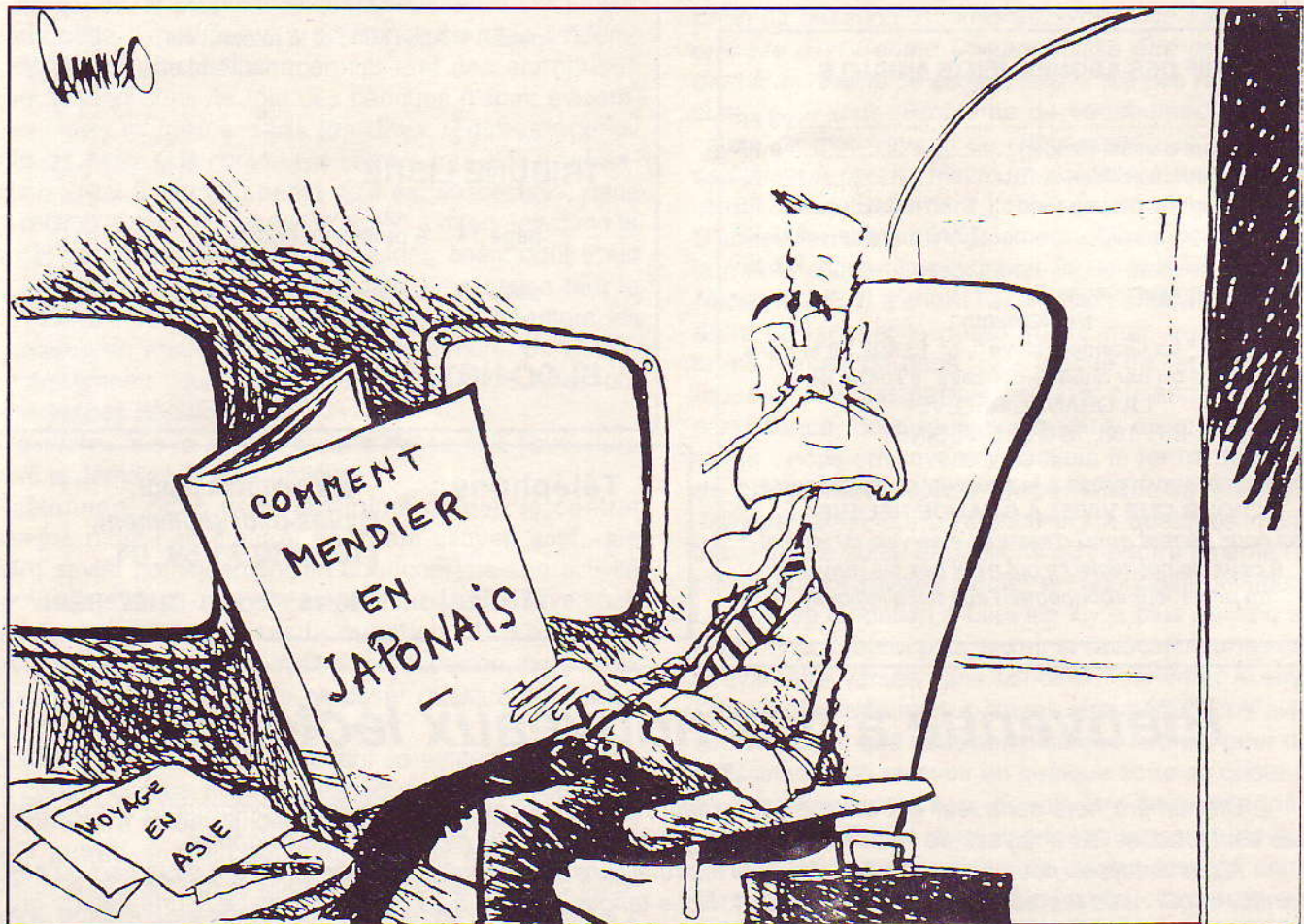


# LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES  
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



© 1992 CAMMUSO—SYRACUSE HERALD-JOURNAL



## AU SOMMAIRE DE CE N° 909 :

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Recherche et documentation :  
**René MARLIN**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**

*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis  
par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

### \* ÉDITORIAL :

page 3 Cent fois sur le métier,  
par M-L Duboin.

### \* ACTUALITÉ :

page 4 Transition: pression politique,  
par A.Prime.

page 5 Lu,vu,entendu.

page 6 Des chiffres

page 7 Après la crise de l'Est,  
celle de l'Ouest?  
par J-P Mon.

### \* RÉFLEXIONS :

page 11 Alain Minc et le réformisme,  
par R. Marlin.

### \* TRIBUNE LIBRE :

page 14 A propos de l'Europe,  
par P.Vila.

page 15 Courrier des lecteurs.

### \* BLOC-NOTES page 11

### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF  
Abonnement d'essai (6mois).....70 FF  
Abonnement de soutien ..... 170 FF  
Abonnement de propagande :... 5 n° mensuels .195 FF  
.....10 n° mensuels. 245 FF  
Etranger .....155 FF  
(Par avion nous consulter)

#### Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :  
LA GRANDE RELEVÉ  
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
**"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"**  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

**Téléphone :** les mardi et jeudi,  
l'après-midi seulement,  
**(16) 1 30 71 58 04.**

**Minitel :** 36 14 code CHEZ\*REIN.

## Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

*Un numéro hors série leur est destiné\*, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

*A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "tribune libre" et "courrier des lecteurs".*

*Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.*

*Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.*

*La directrice du journal.*

*\* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande aux lecteurs intéressés.*

**Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents  
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés .**

## Cent fois sur le métier...

par Marie-Louise DUBOIN

Quelques réponses au questionnaire de Décembre dernier me prouvent que je n'ai pas été suffisamment claire sur plusieurs points. J'y reviens donc, dans l'espoir d'inciter encore d'autres lecteurs à se pencher sur l'idée de contrat civique.

Plusieurs abonnés disent ne pas comprendre s'il s'agit de raisonner dans un régime d'économie distributive ou dans l'économie actuelle, et ce, en particulier, parce que dans l'article de présentation de Juin dernier, la question 5 était posée en économie distributive.

J'ai bien conscience, et j'en suis désolée, d'avoir créé la confusion, parce que l'idée de contrat civique m'est venue en cherchant comment motiver les gens en économie distributive. Je me suis aperçue ensuite que cette idée est parfaitement concevable dans l'économie actuelle, et j'ai proposé le questionnaire de Décembre dans cette hypothèse. La différence se situe évidemment au niveau du financement tant des entreprises que des individus, le rôle des banques n'étant évidemment pas le même dans les deux régimes économiques. Mais si le contrat me semble très utile à la transition, c'est justement parce qu'il est susceptible, dans le régime actuel, d'amener le public à intervenir dans le choix des investissements à décider, choix dont il est actuellement exclu. Donc à remettre en cause tant le pouvoir de décision que détiennent arbitrairement les banques en matière de création monétaire, donc d'investissements, que les critères sur lesquels elles font reposer ces décisions.

C'est ainsi que le contrat civique me semble l'ouverture vers la démocratie économique.

Raisonnant donc dans le régime actuel, le contrat civique n'est rien d'autre, pour tout citoyen actif, que faire savoir publiquement en quoi consiste son activité rémunérée et en quoi elle est utile aux autres (éventuellement pour s'en poser la question...!). Le contrat civique, cependant, pourrait être l'occasion, pour ceux qui en auraient l'idée, de proposer quelque innovation au même de leur entreprise.

Mais c'est à propos de ceux qui se sentent exclus que le contrat civique apporte beaucoup. Son institution les amènerait à se demander en quoi ils peuvent être utiles aux autres, à chercher autour d'eux quels sont les besoins et avec qui ils pourrait s'associer pour les satisfaire, quelles sont les responsabilités qu'ils sont prêts à prendre et quelles sont les incidences financières que leurs propositions impliqueraient pour la collectivité (on imagine bien que conseillers et spécialistes devront être mis à leur disposition pour les aider).

Cette attitude positive d'offre individuelle (ou de groupes), en vue d'une utilité publique précise est évidemment plus stimulante, plus constructive que l'obligation "d'insertion" où sont mis les RMIstes et qui consiste à leur dire : faites avec ce qu'on vous offre, cherchez parmi les emplois qui vous sont proposés pour le profit d'un éventuel employeur, c'est à prendre où à laisser.

Autre critique à propos de mon questionnaire sur le contrat civique : j'ai employé le mot **subsidiarité**, et il ne figure pas dans le dictionnaire. Exact. Mais j'en expliquais le sens dans les lignes suivantes : selon ce principe, il faut faire en sorte qu'aucune décision ne soit "parachutée", ne vienne "d'en haut" quand elle ne concerne qu'un *niveau subsidiaire*. Par exemple, la création d'un petit commerce dans un village n'a pas à être décidée par l'Etat ou la Région, mais par les habitants de la commune concernée. Il faut reconnaître, pour ma défense, que si ce terme ne figure pas encore dans le dictionnaire, il est pourtant couramment employé depuis plusieurs années, au point qu'il figure dans le texte du traité de Maastricht, et qu'un livre intitulé "L'Etat subsidiaire", de C. Millon-Delsol vient de sortir ! Enfin, la question 7 : «*Pensez-vous que l'acceptation officielle d'un Contrat Civique puisse être ce qui ouvre droit à un revenu de citoyenneté?*» n'a pas non plus été claire pour tous. Problème de vocabulaire encore, à cause du mot "revenu de citoyenneté", employé pour désigner un revenu minimum accordé à tout le monde et qui fait actuellement l'objet de nombreux débats. D'autres termes sont également utilisés pour désigner la même chose : l'association *Basic Income European Network (BIEN)* a choisi l'expression **allocation universelle** en lançant le débat sur le plan européen ; le terme **revenu de base**, plus proche de l'anglais "*basic income*", lui est parfois préféré; ou encore **revenu d'existence**, pour souligner qu'on y a droit dès qu'on existe ; nous employons volontiers le terme de **revenu de citoyenneté**, utilisé en particulier dans la revue *Transversales* qui a relancé il y a quelques mois le débat sur ce sujet, et pensons qu'il pourrait même remplacer le mot **revenu social** en économie distributive. Lors de sa fondation à Louvain il y a plus de cinq ans, BIEN avait débattu pour savoir si l'allocation universelle pouvait être versée sans condition, sans par exemple, l'obligation d'assumer un travail rémunéré. Nous avions soutenu alors qu'il nous semblait que le droit, pour nous indiscutable, de recevoir en quelque sorte sa quote-part d'un héritage commun, devait être accompagné du devoir de participer, sous une forme ou sous une autre, à l'activité de la collectivité, ce qui est ressenti comme faire acte de citoyen. D'où la question : la preuve qu'on participe à la vie de la société donc qu'on est un citoyen peut-elle être apportée par un contrat social accepté ? Bien entendu, ceci soulève en filigrane le problème des immigrés. C'est pourquoi un correspondant d'Arles répond à cette question 7 par une autre : «*Allez-vous donner un revenu à ceux qui chez nous se conduisent en pays conquis et se permettent les pires actions (meurtres, viols, vols) ?*». A quoi nous répondons qu'on imagine mal qu'un contrat civique qui proposerait un tel comportement puisse être accepté.

Même s'il vient d'un aryen, blond aux yeux bleus!

## TRANSITION : PRESSION POLITIQUE

par André PRIME

**C**hanger la vie, tel fut le thème des socialistes de la "Rose au poing" après le congrès d'Epinau en 1971. Leur écrasante victoire, notamment à la chambre des députés en 1981, provoqua la fuite des capitaux et un véritable sabotage concerté de la croissance économique. On connaît la suite : face à la situation catastrophique ainsi créée, les socialistes invoquèrent la nécessité d'une "pause" dans les réformes, pause ... qui dure encore ! Ils renoncèrent de fait "à changer la vie" en adoptant les positions capitalistes : rigueur, désindexation des salaires (1), gestion parfaite des intérêts de l'ennemi de classe de la veille (2), qui conduisit au doublement des chômeurs réels en dix ans et à l'aggravation de la société duale ("nouveaux pauvres"). Pour un pouvoir socialiste qui **détenait enfin tous les pouvoirs politiques dans la durée**, le courage eût consisté, en 1983, à demander aux Français, par référendum, s'ils étaient d'accord pour poursuivre une marche en avant vers le socialisme - conformément aux votes de 1981 -, quelle que soit la "casse" capitaliste. En cas d'approbation, les forces de droite, qui détiennent **le pouvoir économique**, auraient à leur tour été obligées de subir, sauf à bafouer ouvertement la démocratie dont ils se réclament si fort, la transformation sociale du pays.

Les socialistes firent un autre choix : ils peuvent aujourd'hui mesurer ce que coûte la trahison (3). Cette expérience, unique dans les annales de la gauche en France parce que, pour la première fois, elle avait pour elle la durée, montre à quel point l'instauration du socialisme est difficile; et ce, sans parler, au niveau international, de l'effondrement des pays du "socialisme réel". On a l'impression que tout est à reprendre à zéro. Il faut donc à la fois montrer de l'humilité et de la **détermination**, ne pas baisser les bras. Choisir les "clous" sur lesquels nous pouvons frapper avec quelques chances d'être entendus. Dans la GR de Décembre 1991, nous avons souligné l'intérêt d'un contre-pouvoir socio-écologique. Nous voudrions aujourd'hui éclaircir notre réflexion en faisant le point des forces en présence. Car ce ne sont pas les incantations, quelle que soit la justesse des arguments auxquels elles se réfèrent, qui peuvent changer la face du monde, ni même celle d'un pays. Et si les propositions d'intellectuels socio-économistes s'appuyant sur des cercles restreints sont nécessaires, elles ne sauraient être suffisantes. Concrètement, en France, où en sont en 1992 "la gauche", les forces de progrès, leurs chances "d'avancer", ou simplement "d'avancées", alors que le capitalisme "trionphant" voit la crise qui perdure mettre un sérieux bémol à ses chants de victoire définitive ?

Jérôme Jaffré, de la SOFRES, analyse dans "le Monde" du 23 Janvier les résultats d'un sondage effectué en Décembre 1991. Sa première constatation est que les déçus des deux bords ont secrété des forces importantes, voire décisives :

— les verts, 15 % des intentions de vote ;

— les Lepenistes, 15 % également.

Restent : — à gauche, les socialistes avec 19 à 20 % ; les communistes et divers gauches avec 9 à 10 % ;

— à droite, RPR, UDF, divers droites avec 41%.

Les socialistes, on le voit, paient très cher leur choix socio-politique depuis une décennie. A noter que parmi les sympathisants du PS, 42 % estiment que les socialistes sont usés par le pouvoir, 30 % qu'ils ne cherchent plus à transformer la société et 25 % qu'ils ne sont plus vraiment de gauche.

\*\*\*

Pour différentes raisons sur lesquelles il serait trop long de s'apesantir, la proportionnelle, souhaitée par Mitterrand et Maurois a été écartée, du moins pour les élections de 1992.

Les socialistes sont dans une situation des plus précaires. S'ils ont, au fil des années, marginalisé le PC (5 à 6 %), ils ont échoué à susciter une force compensatrice au centre et **ils se retrouvent prisonniers des verts**.

Avec un scrutin à deux tours, les verts n'auront pas la naïveté de reporter massivement leurs voix au second tour sur les socialistes **sans renvoi d'ascenseur** : ce qui veut dire **qu'avant le premier tour**, les socialistes devraient concéder un nombre non négligeable de sièges potentiels aux verts, même dans le cas où ces derniers auraient moins de voix qu'eux au premier tour. Car avec 20 % des voix et un mauvais report des voix écologistes, la SOFRES a calculé que les socialistes perdraient entre 55 et 120 sièges aux législatives.

Autre hypothèse : aux élections de 1992, sauf miracle, les socialistes vont subir une cuisante défaite. Il est fort à parier que cela relancera le débat sur la proportionnelle pour les législatives de 1993, qui seront déterminantes. Dans ce cas, les verts et les Lepenistes entreiraient "normalement" et nombreux au Parlement. Cela "ancrerait pour longtemps un véritable rival électoral au PS" souligne J. Jaffré. Evidemment, compte tenu des voix "perdus" avec la proportionnelle départementale, les verts n'auraient pas 15 % des députés : probablement 40 à 50.

\*\*\*

Le décor étant dressé, où, comment se situe la "pression politique" que nous, petit groupe de réflexion et de propositions, ignoré des médias, pouvons exercer ?

Tout d'abord, les socialistes iront sûrement faire une cure d'opposition : la gauche sincère des électeurs et militants de base se retrouvera avec les membres de la Nomenklatura et la gauche caviar. Soit ! Ces derniers, fut-ce pour reconquérir leurs sièges et privilèges - le pouvoir - seront contraints de reprendre le combat, et probablement de tenir le même langage que la base, notamment sur le chômage, la défense des conquêtes sociales, etc...

**Ce sera le moment de "bombarder"** plus encore qu'aujourd'hui les socialistes, députés, divers élus, avec nos thèses et surtout notre analyse de la crise, notre .....

.....(suite de la page précédente)

**certitude absolue** que le chômage est irréversible en régime de compétitivité marchande. Montherlant disait : "Si vous voulez être édités, emmerdez les éditeurs". Il nous faudra montrer le même acharnement avec les "anges déchus" du pouvoir socialiste. Ils auront perdu, au moins en partie, leur arrogance

En ce qui concerne les verts, leurs députés, il faudra absolument les contacter, **leur apporter notre plus**, car peu ont une culture économique.

S'ils s'obstinent à n'être qu'écologistes - ni gauche, ni droite - ils atteindront rapidement "leur niveau d'incompétence" selon le principe de Peter, comme les socialistes l'ont atteint.

Sans un plus économique - peu ou prou selon nos idées - leurs revendications écologiques se heurteront la plupart du temps au mur du "profit". Et les problèmes sociaux majeurs ne seront pas résolus.

A nous d'agir pour être plus incontournables pour les écologistes. Il faut, par exemple, qu'ils comprennent que l'investissement productif **ne crée pas d'emplois**, au contraire.

En conclusion, je pense que, sur le plan politique général, nous devons viser à devenir une **force de proposition** auprès des gens qui se disent de progrès : socialistes, écologistes et pourquoi pas communistes (4) ... sans oublier les syndicats. Cela vaut mieux, me semble-t-il, que de rêver.

A.P.

(1) Jamais la droite au pouvoir n'avait osé découpler l'augmentation des salaires de l'augmentation du coût de la vie.

(2) "Celui qui n'accepte pas la rupture avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut être adhérent au parti socialiste... Quel est celui d'entre nous qui pense une seconde que nous ne serons pas les alliés électoraux des communistes ?".

Mitterrand, au congrès d'Epinau 1971

"Je suis révolutionnaire. La victoire du socialisme est inéluctable. De notre point de vue de patrons, vous avez intérêt à évoluer très vite, pour tenter de sauver les meubles".

Rocard. Octobre 1972, devant un symposium de patrons "Je suis convaincu que le capitalisme est fichu".

Rocard à son ami José Bidegain, patron, 1972.

(3) Pour ne prendre que l'élection législative partielle du 26 janvier (premier tour) dans le Nord, quatrième circonscription, on constate, en pourcentage (près de 50 % des électeurs s'étant abstenus) que le PS passe du 5 juin 1988 au 26 janvier 1992 de 31,4 % à 12,97, le PC (10 % environ) et le candidat de droite (47 %) maintenant leur score. Mais le FN passe de 10,36 % à 15,71 %; les écologistes (Verts et G.E.) obtiennent près de 15 % des voix. Elles ont donc bien été dans l'ensemble prises au PS 15 + 13 = 28 % à comparer aux 31 % de 1988).

(4) Selon un sondage du Figaro, la formule de gouvernement préférée des Français serait une coalition PS-écologistes-centristes.

## Même le Figaro

Dans un article du 14 01.92, "La crise du capitalisme libéral" de Y.M. Laulan, économiste, auteur de la "Planète Balkanisée", on peut lire : "Le capitalisme, en apparence triomphant, ne devrait-il pas lui aussi balayer

devant sa porte s'il ne veut pas connaître les mêmes avatars" (que les économies marxistes). "Dans le cas du libéralisme perversi, l'on constate un véritable détournement des ressources par des esprits agiles, qui utilisent ces mécanismes financiers à leur seul profit. Cela leur permet aussi d'acheter les consciences... Le capitalisme, aux Etats-Unis comme ailleurs, doit donc opérer une cure d'austérité et de rigueur. Les inégalités ont atteint dans ce pays des disproportions criantes, qui menacent de perturber l'ordre social...". L'auteur croit au capitalisme à condition qu'il soit vertueux !

Tout comme Alain Minc.

(Transmis par H. Muller)

\*\*\*

## Même Chirac

Invité de Cavada dans "la Marche du Siècle" le 8 janvier, Chirac s'apitoie sur les déshérités d'Afrique : il cite l'exemple du café : "Le kilo payé 5 F. au départ en Côte d'Ivoire permet de faire 50 tasses de café; à 5 F. l'une, cela fait 250 F. à l'arrivée. Même en comptant transport, torréfaction, bénéfiques des intermédiaires, le prix payé au producteur est scandaleux".

Autres remarques :

— Le tiers-monde rembourse plus aux pays riches qu'il ne touche d'eux. "Nous vivons en partie des revenus de l'Afrique".

Très juste, M. Chirac.

— "Notre intérêt est de créer sur place les conditions du développement si nous voulons éviter les migrations".

— "Les fonctionnaires du FMI m'ont consterné par leur méconnaissance des problèmes et ils sont pressés de repartir".

— "Les Etats-Unis, un pays où la pauvreté a augmenté considérablement..."

— Par contre, sur les crédits militaires : "le monde n'a jamais été aussi dangereux. Le budget de la défense doit donc augmenter".

\*\*\*

## Quand Bush s'effondre

Les commentateurs ne se sont pas privés d'exploiter "le symbole" que suggérait le malaise de Bush, s'effondrant à table, sous l'œil des caméras, lors de son voyage au Japon.

Maigre butin : 19.000 voitures américaines achetées par le Japon ("trop grosses, trop chères, mal finies" selon les Japonais), ce qui ne représente pas quatre jours des ventes du Japon aux Etats-Unis.

Dès son retour, tirs à boulets rouges sur le "commis voyageur de l'Amérique" jugé aussi mauvais à l'extérieur qu'à l'intérieur en matière d'économie. Sa cote continue de chuter : de 50, il y a peu, à 43 % fin janvier.

Alors dernière ressource, on fait des cadeaux fiscaux (discours sur l'Etat de l'Union) pour mendier les voix des électeurs ou on sort - une fois de plus - une misérable histoire de fesses pour discréditer son concurrent démocrate. Oh, prude Amérique, patrie de la drogue et du crime !

A.P.

## Chômage 1991

295.000 demandeurs d'emplois de plus qu'en 1990, soit une augmentation de 11,8 %. Au total, la France compte 2.919.000 chômeurs. Mais soyez rassurés, même pour les 900.000 chômeurs de longue durée : Bérégo-voy a promis qu'on ne dépasserait pas le cap des 3 millions en 1992 (pour Maurois en 1982, c'était le cap des 2 millions). Faisons, hélas, le triste pari qu'il se trompe, car, en 1991, la production industrielle en France a augmenté de 1,2 % et le PIB global de 2 %... tout en générant près de 300.000 sans emploi. Va-t-on longtemps nous seriner que la croissance, l'investissement productif permettront de faire régresser le chômage ?

\*\*\*

## Criminalité à Londres

"Forte poussée de la criminalité à Londres. Les chiffres noirs de Scotland Yard : + 13 % en un an".

(Le Monde 12 -12-1991)

\*\*\*

## Bourse

"Un mois de janvier record : + 13,4 % qui met du baume au cœur des investisseurs".

(La Tribune de l'Expansion)

En clair, on se plaint du marasme économique, mais l'économie-casino (au fait, combien d'emplois créés?) se porte bien.

\*\*\*

## Le poids du G7 dans le monde

Le groupe des sept pays les plus industrialisés : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne, Japon - soit 650 millions d'habitants, 12 % seulement de 5,4 milliards que compte la planète, représentent à eux seuls :

- 60 % de la production mondiale

- 50 % du commerce

- 40 % des réserves en or et devises.

On mesure mieux, avec de tels chiffres, le niveau de vie moyen des 4,75 milliards de terriens qui n'ont que les restes du grand festin des 7.

\*\*\*

## Emplois et armements

Sous quelque forme qu'elles interviennent, les suppressions d'emplois dans l'industrie française de l'armement, devraient toucher en 1992 au moins 12.000 salariés, probablement même jusqu'à 18.000, sur les 253.000 qu'elle occupe directement.

Aux Etats-Unis, on prévoit, d'ici à 1995, pas moins de 500.000 suppressions d'emplois, dans une industrie de Défense qui occupe de l'ordre de 3,2 millions de salariés. L'industrie aéronautique y a perdu 106.000 emplois en 1991.

En Grande-Bretagne, on annonce 40.000 départs, dont 32.000 chez les seules sociétés British Aerospace et Rolls Royce.

En Belgique, les travailleurs de l'armement étaient 66.000 il y a dix ans, ils sont 25.000.

Entre 1989 et 1991, les effectifs ont baissé de 16% en Europe. (Le Monde, 14-1-92)

## Ordures ménagères

La France en produit à elle seule 580 millions de tonnes par an. Il faudrait un train allant de la terre à la lune pour contenir toutes ces ordures.

Gérard d'Aboville a dit son étonnement et sa tristesse d'avoir vu, en plein océan, au moins un déchet en plastique chaque quart d'heure.

Imagine-t-on un jour dix milliards de terriens produisant autant de déchets que nous?

(France Inter, le 28-1-92)

A.P.

\*\*\*

## Energies

Chauffer une maison de 250 m<sup>3</sup> avec toiture isolée et double vitrage (soit 12 kw), coûtait environ, par an, au 15-12-91 : 1895 F au gasoil, 3.326 F au gaz naturel, 5.710 F en électricité bihoraire, 3.687 F en électricité au tarif nuit, pas tout à fait 2.700 F à l'antracite et 4.693 au propane en vrac.

(Tam-tam, N°237)

\*

L'énergie produite aux Etats-Unis en 1990 coûtait 0,46F le kw en solaire thermique, 0,31 le kw en éolien et 1,92 le kw en solaire photovoltaïque. Les prévisions de ces mêmes coûts en l'an 2000 sont respectivement : 0,19, 0,19 et 0,46F.

(Les réalités de l'écologie, janvier 1992)

\*

La géothermie, utilisée soit en chauffage direct, soit convertie en électricité dans des centrales thermiques, est surtout exploitée aux Etats-Unis où 2.211 MW y sont produits. Viennent ensuite les Philippines, avec 894 MW. La France produit ...4,2 MW en Guadeloupe.

(Silence, Janvier 1992)

\*

Voici les prévisions de consommation énergétique mondiale, données par le World Watch Institute, en millions de TEP (tonnes équivalent pétrole, pour les années 1989 et 2030 :

Pétrole	3098	1500
Gaz naturel	1707	1750
Energies renouvelables	1813	7000
nucléaire	451	0
Total	9300	10490

\*

Au salon de Tokyo, les Japonais ont présenté 16 véhicules électriques différents, si bien que les Américains ont lancé un projet de recherche d'un milliard de Francs pour mettre au point une batterie à la fois puissante, légère et bon marché, capable de donner à une voiture électrique une autonomie de 600 km sur autoroute et une vitesse de 180 km/h. Le prix des jeux de batterie actuels varie entre 30 et 90.000 F et leur poids est prohibitif. Ce projet sera financé pour moitié par le gouvernement des Etats-Unis et le reste par trois grands fabricants de batteries de Detroit.

(Sciences et Nature, Fév 1992)

# APRES LA CRISE DE L'EST, CELLE DE L'OUEST ?

par Jean-Pierre MON

**A**pparemment, 1991 n'aura pas été l'année d'une récession généralisée comme 1981-82, puisque la production nationale des sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) a encore progressé de 1,1 % en volume (contre 2,6 % en 90 et 3,3 % en 89).

Pour la CEE seule, le bilan est même légèrement meilleur puisque la croissance y a été de 1,4 % (contre 2,9 % en 90 et 3,5 % en 89).

Par contre, les investissements n'ont pratiquement pas progressé (0,6 % en 91 contre 5,5 % en 90 et 7,8 % en 89) pour les sept pays les plus industrialisés.

Même le Japon n'a pas fait mieux (après des taux de progression de 14 à 15 % les années précédentes).

Les productions industrielles des Sept ont baissé de 0,5% et la construction aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne a subi un véritable effondrement (-17%, -20 % et -30 % par rapport aux années 90-91).

Reprise molle ou récession généralisée, toujours est-il que l'état de l'emploi est devenu catastrophique et que la consommation des ménages diminue partout, même au Japon, mais surtout dans les pays anglo-saxons.

## Qui ne peut acheter ruine celui qui voudrait vendre.

Dans tous les pays industrialisés, le ralentissement de la croissance économique s'est traduit par un freinage de la progression des salaires.

Aux Etats-Unis, les dépenses de consommation restent léthargiques (comme le disait déjà un commentateur à la radio durant les fêtes de fin d'année "il y a dans les grands magasins plus de vendeurs que d'acheteurs"). Les fruits de ce qu'il reste de croissance sont de plus en plus inégalement répartis et, selon les dernières statistiques, le nombre de pauvres dépasse maintenant 33 millions, soit 13,5 % de la population du pays. Et, comme en France, la crise s'étend aux classes moyennes(1).

L'industrie ne tourne plus qu'à 79 % de sa capacité d'utilisation contre 84 % avant l'entrée en récession de l'économie américaine (estimée avoir débuté en juillet 1990). Les nouvelles mises en chantier de logements ont chuté de 16,5 % en 1991 et de 13,3 % en 1990.

En Grande-Bretagne, les magasins offraient des soldes monstres avant les fêtes de fin d'année, ce qui est tout à fait inhabituel. Les commerçants se plaignent de la crise la plus grave qu'ils aient connue depuis onze ans et affirment que leurs pertes atteindront quelque 11 milliards de livres (un peu plus de 100 milliards de francs).

En 1991, l'investissement a chuté de 11 % et le nombre des faillites est passé de 37.831 en 1990 à 60.623. Les services publics (santé, transports, éducation) sont en crise permanente. La crise du logement liée à la récession fait des ravages. C'est le glorieux bilan de plus de dix ans de politique conservatrice pour encourager l'accession à la propriété. Poussés par la philosophie économique de Mme Thatcher qui prônait le "*droit d'acheter*", un grand nombre de foyers se sont endettés au-delà de leur capacité de remboursement pour accéder au "*statut social de propriétaire*". Résultat: on assiste à une explosion du nombre des saisies immobilières (80.000 en 91 contre 44.000 en 90).

En tout libéralisme, le gouvernement conservateur qui, sans vergogne, continue de populariser "*le pouvoir de choisir, le droit de posséder*", a sommé les sociétés de construction de proposer des solutions pour alléger la charge financière des familles obligées de quitter leur maison. Ces sociétés, ainsi que les banques, se sont donc engagées à consacrer environ 750 millions de livres (7,5 milliards de francs) à un plan de sauvetage des hypothèques. Elles vont racheter les propriétés menacées de saisie, soit en leur nom propre, soit au profit d'associations de logement. Les occupants pourront ainsi rester dans leurs murs, mais comme locataires et non plus en tant que propriétaires. Leurs loyers seront moins élevés que leurs traites hypothécaires et ils pourront bénéficier des allocations gouvernementales de logement.

D'autre part, beaucoup d'emprunteurs ont tablé sur l'expansion du marché immobilier et on investi grâce à une hypothèque dans des affaires que la récession a transformées en faillites (alors que de nombreux experts annonçaient au début de l'année 1991 une progression de l'ordre de 5 % du marché immobilier, le prix des maisons a chuté d'environ 2,5 % au cours de l'année).

Pris au piège des cartes de crédits, environ 5 millions de Britanniques sont confrontés à de sérieux problèmes d'endettement.

Au Japon, le boom de la consommation des années 80 semble s'évanouir. La plupart des économistes japonais pensent, que, pour la première fois depuis le milieu des années 70, le Japon va affronter une crise franche. En Décembre 1991, en abaissant (pour la troisième fois en un an) son taux d'escompte de 5 à 4,5 %, la Banque Centrale du Japon a reconnu ipso facto qu'il existe un risque croissant de récession. La politique de rigueur monétaire a tellement bien fonctionné qu'elle a provoqué un très fort ralentissement de l'économie : les stocks de marchandises invendues s'accroissent, les prix de l'immobilier s'effondrent (le prix

du mètre carré construit a diminué de 30 à 40 % à Tokyo et à Osaka) si bien que les faillites dans ce secteur ont représenté environ 106 milliards de francs, soit sept fois plus qu'en 1990. Les investissements baissent et l'indice Nikkei de la Bourse a globalement chuté au cours de l'année 1991. Comme partout ailleurs, c'est le consommateur qui tient la clé de la bonne santé de l'économie. Indubitablement, l'ivresse de la consommation ostentatoire de la fin des années 80 tire à sa fin : les ventes de BMW et de Mercedes, les produits de luxe fabriqués à l'étranger sont beaucoup moins recherchés. Les consommateurs ne se laissent plus prendre par les gadgets ou les modèles fantaisie. Même les fêtes de fin d'année qu'offrent les compagnies à leurs employés étaient moins somptueuses qu'à l'accoutumée. Ça n'est certes pas une vraie récession, mais les Japonais, habitués à de forts taux de croissance, se sentent frustrés. Quoi qu'il en soit, partout dans le monde, les gouvernants (et ceux qui, en période électorale, rêvent de prendre leur place) proclament haut et fort qu'il faut créer des emplois pour sortir de la crise.

## Jobs, jobs, jobs

Etonnez-vous après ça que George Bush, accompagné des PDG des trois grands de l'automobile américaine (General Motors, Ford et Chrysler) n'ait pas hésité à faire plus de 20.000 km en Extrême-Orient avec pour seul objectif "des emplois, des emplois, des emplois pour les américains." Il a essayé de convaincre les Japonais d'exporter moins de voitures aux Etats-Unis et d'en importer davantage mais il n'a réussi qu'à se faire traiter de "vendeur de voitures" par la presse japonaise... D'où la grande colère des journaux américains qui considèrent que la fonction présidentielle a, dans cette affaire, beaucoup perdu de sa dignité : "C'est un véritable fiasco" tonnait l'éditorialiste du New York Times.

Cet échec n'a rien de surprenant car il ne suffit pas d'exiger des emplois pour les trouver (fut-ce au détriment des autres nations!).

L'emploi est, de nos jours, devenu une denrée plus rare que la monnaie !

L'OCDE estime que globalement l'année 1991 s'est terminée sans création d'emplois supplémentaires, le nombre des chômeurs atteignant 28 millions contre 24,6 en 1990 dans l'ensemble de ses pays membres. **L'amélioration observée à la fin de la décennie 80, qui n'avait pourtant pas permis de retrouver le niveau d'emploi de 1979, est donc définitivement effacée.**

Encore une fois, on constate que les marchés du travail se dégradent plus vite qu'ils n'entrent en convalescence, quand la croissance revient. Il est aussi très intéressant de noter que les pays les plus touchés sont les pays qui se présentent comme les champions du soi-disant libéralisme économique (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Australie). Dans ces pays qui se glorifiaient de leur "réussite" économique grâce à la création de petits boulots, d'emplois tertiaires (70 % de l'emploi salarié aux Etats-Unis) ou de travail à temps

partiel (surtout féminin en Grande-Bretagne) les suppressions d'emplois ont touché massivement le secteur des services. C'est ainsi qu'en un an, l'économie américaine a perdu 1.500.000 emplois et la Grande-Bretagne 426.000. Mais le désastre ne s'arrête pas là, car l'emploi industriel est fortement touché lui aussi, l'exemple le plus frappant étant, entre autres, la suppression de 74.000 emplois chez General Motors, perdus à jamais, selon les experts américains. Le taux de chômage dépasse maintenant 7 %. En Grande-Bretagne, il atteint 10,2%, sa progression dans le Sud-Est de l'Angleterre ayant été de 117 % en 18 mois ! Même l'Allemagne est atteinte : le chômage y touche plus de 3 millions de personnes (1,88 million en Allemagne de l'Ouest (avec une progression de 144 000 chômeurs en Janvier), et 1,34 million dans l'ex RDA).

Et ce n'est pas fini : l'avenir s'annonce des plus sombres pour l'industrie automobile européenne. Selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles : "Il faut s'attendre à d'importantes réductions dans les effectifs de la construction automobile et des fournisseurs de pièces détachées au cours des huit prochaines années". Pour le seul secteur des pièces détachées, ces réductions toucheraient 200.000 personnes, soit 22 % des effectifs actuels.

Les secteurs de "haute technologie" eux-mêmes ne sont pas épargnés : après le n° 1 de l'informatique IBM, qui a procédé à 20.000 suppressions d'emplois en 1991 et qui en prévoit autant pour 1992, le numéro 2 du secteur, DEC, en supprime 9.000 ainsi que BULL. L'Allemand AEG va fermer cette année sa filiale bureautique Olympia (5.800 emplois dont 3.400 en Allemagne), Usinor-Sacilor annonce 8.000 suppressions d'emplois, les industries d'armement françaises 18.000, United Technology 14.000... La liste n'est pas exhaustive.

## Un cautère sur une jambe de bois

La crise, c'est avant tout le chômage. Que nous propose-t-on pour en sortir ?

D'abord d'investir. C'est le fameux : "il faut que les entreprises dégagent des profits" car "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui font les emplois d'après-demain". Suivant cette saine philosophie, il faut donc investir plus. Pour cela, il faut diminuer les salaires. C'est ce que nous expliquent les experts français : « En 1990, à 12 %, le taux d'investissement des entreprises françaises reste inférieur à son niveau moyen des années 60. Ce déficit est fortement corrélé à la détérioration de la rentabilité des entreprises, détérioration due à l'absence de "flexibilité" des salaires face à la crise. » Tout cela, toujours selon les experts, serait la faute de Giscard et de Mauroy, jusqu'en Juin 1982, qui ont laissé les salariés vivre au-dessus de leurs moyens, laissant aux entreprises le soin de payer le prix de deux chocs pétroliers... Heureusement, soupirent-ils, qu'en 1982 on a redressé la barre en modérant les salaires et en stabilisant les charges sociales des entreprises ! Mais hélas, le mal était fait ! Ainsi donc le moyen le plus efficace, pour dégager des



profits serait de freiner les salaires, voire même de les diminuer. Cela, les entreprises savent très bien le faire et lorsqu'elles ont fait suffisamment de profit, elles peuvent, soit spéculer en Bourse, ce qui dans notre économie casino est souvent plus rentable que de produire des biens ou des services, soit investir pour moderniser leurs équipements et produire plus et moins cher. Les premières, celles qui jouent, sont des tricheuses. On peut les dénoncer et les montrer du doigt, encore que... faire de l'argent c'est noble ! Nous n'en parlerons pas. Les deuxièmes, celles qui sont vertueuses, arrivent à produire plus et à moindre coût. On les glorifie. On les donne en exemple. C'est grâce à elles que les Français sont devenus champions du monde des gains de productivité. Ce faisant, elles ont aussi beaucoup de mal à créer des emplois. Elles ne le peuvent qu'à condition qu'il y ait une croissance soutenue de la consommation. Mais, comme au plan intérieur, à cause du chômage notamment, les revenus diminuent (voir plus haut), il faut exporter de plus en plus, conquérir des parts de marché, comme on dit. Ces parts de marché, il faut les prendre au voisin qui, en conséquence, va voir le chômage s'accroître chez lui. Bien entendu, il ne va pas rester passif. Il va vouloir lui aussi produire plus à moindre coût. Il va donc investir dans les technologies les plus modernes, etc... Il n'y a pas de raison que cela s'arrête. Mais la croissance ayant des limites, le système finit par se bloquer et c'est la crise !

Rien d'étonnant à ça : comment espérer dans une économie maintenant mondialisée, vendre davantage à l'extérieur si l'on exporte en même temps son chômage, c'est à dire une diminution du pouvoir d'achat ?

Une autre méthode qui, a priori, paraissait plus sensée, pour relancer la consommation et donc la croissance économique, était d'abaisser les taux d'intérêts. C'est ce qu'ont fait les pays anglo-saxons mais apparemment sans grand succès. La Réserve Fédérale des Etats Unis, autrement dit la Banque Centrale, a abaissé son taux d'escompte le 23 Décembre dernier de 4,5 à 3,5%, taux le plus bas depuis Novembre 1964. (C'était la sixième et plus forte baisse en un an). Mais jusqu'ici cette baisse n'a eu aucun effet sur la reprise intérieure, bien qu'en déprimant le dollar elle ait favorisé les exportations américaines, seul facteur possible de la croissance. C'est qu'en effet, les entreprises, comme les ménages, ayant brusquement pris conscience de l'ampleur de leur endettement, ont essayé de profiter de ces baisses de taux pour rembourser une partie de leur dettes avant de songer à de nouveaux investissements ou de nouvelles dépenses. A côté de ça, le déficit fédéral va de record en record et s'aggrave à cause de la chute des recettes fiscales due à la récession. Et comme Bush vient d'annoncer des réductions et des crédits d'impôts pour encourager l'investissement, ça ne va pas s'arranger.

Au Royaume-Uni, comme aux Etats-Unis, sept baisses successives des taux d'intérêts n'ont pas entraîné de relance de la consommation, les ménages en profitant pour tenter de réduire un endettement souvent massif. En France, toujours en retard d'une guerre, on glorifie

les "petits boulots", qui auraient, dit-on, constitué 80 % des créations d'emplois aux Etats-Unis sous Reagan. Ces petits boulots c'étaient : vendeurs de pizzas, cireurs de chaussures dans les aéroports, promeneurs de chiens à 8 \$ l'heure, livreurs de supermarchés... Vous voyez d'ici la tête d'un travailleur de General Motors qui a 20 ou 30 ans d'ancienneté dans sa boîte et à qui on propose de promener le chien-chien à sa mémère ? Pas étonnant donc que la crise continue !

Certains commencent à comprendre et même à écrire que le progrès technique supprime des emplois. Ils parlent même de crise structurelle, mais ne conçoivent qu'un remède pour maintenir ou créer des emplois : la croissance, toujours plus de croissance... mais nous venons de voir plus haut que ça ne marche pas. Alors, certains, en désespoir de cause, proposent de freiner la modernisation des entreprises ! C'est ainsi que deux éminents socialistes, l'un secrétaire national, l'autre député, "sérieux et inventifs" comme les qualifie le Nouvel Observateur, Pierre Moscovici et François Hollande, proposent dans leur ouvrage "**L'heure des choix (pour une Economie Politique)**", «*d'enrichir la teneur en emploi de la croissance française, c'est à dire de freiner, voire d'arrêter la substitution du capital au travail en donnant des signaux de baisse du coût du travail par la baisse des charges.*» Ouf ! en français courant ça veut dire qu'au lieu de faire nettoyer les quais du métro par des machines autonomes, il vaut mieux y employer des centaines de personnes munies de brosses à dent.

On croit rêver ! Poussant leur logique jusqu'au bout, je pense que nos deux braves créateurs d'emplois, devraient proposer à leur collègue Jospin d'interdire l'enseignement de l'informatique, de l'automatique, de l'électronique,... dans les Universités et autres écoles d'ingénieurs. Au moins, nous reviendrions bien vite à l'âge des cavernes pour la plus grande joie d'un grand nombre d'écologistes.

## Quelques lueurs d'espoir

Ce sont les flashes de plus en plus nombreux que l'on commence à apercevoir dans la grande presse : — c'est ainsi que Pierre Drouin, ancien éditorialiste du "Monde" écrit dans "Ouest France" du 29 Janvier dernier dans son article "Spirales Infernales" : «*Il faut toujours revenir à des notions simples... Le secret du développement dans la liberté, c'est la productivité. A mesure qu'avance le progrès technique, il faut mobiliser de moins en moins de forces humaines dans l'industrie pour obtenir des résultats de plus en plus performants en quantité et en qualité. Les dividendes du progrès assurés par cette productivité peuvent être affectés à divers postes : baisse des prix, augmentation des salaires, diminution du temps de travail, réduction des effectifs...*»...«*La productivité sert maintenant à augmenter... la productivité qui elle-même, etc. Spirale infernale qui a pour effet de rejeter de plus en plus de travailleurs hors de l'entreprise. L'autre drame, c'est qu'il faut quand même des hommes pour acheter les produits de plus en plus nombreux qui sortent des*

**machines.** Or quand il y a de 5 à 10 % de la population active qui ne travaille plus comme dans la plupart des pays industrialisés, la consommation fléchit malgré les indemnités de chômage. Ce qui accroît encore le nombre des sans-emploi ; la récession s'explique aussi par cette spirale là.»

— c'est aussi René Lenoir, directeur de l'ENA qui déclare dans la rubrique "Débats" du "Monde" du 11 février 1992 : «*Quand des machines autorégulées, l'informatique, la bureautique, nous permettent de créer plus de richesses avec de moins en moins d'hommes et que, par ailleurs, les ressources de la protection sociale sont toutes assises sur l'homme au travail, c'est bien d'une réforme du système de financement que peut venir la sauvegarde de ce système, élément fort de cohésion sociale.*»...«*Nous entrons dans une société capable de produire de plus en plus avec de moins en moins d'hommes. Il faudrait inventer une autre société. Disons que le plus grand problème n'est plus la production, c'est la distribution* (nos lecteurs reconnaîtront l'expression), *mais aussi comment occuper des gens qui ne savent pas quoi faire de leur temps. On n'a pas formé l'homme à gérer son temps et surtout son temps libre... Ainsi un homme qui, par sa culture, devrait avoir d'autres références que le rapport au travail, se sent perdu sans lui. L'économie de marché sait faire produire toujours plus. Il ne lui incombe pas d'apprendre aux hommes à vivre. Si, ni la famille, ni la nation ne s'en chargent, alors, oui, la société sera de plus en plus duale. Reconstruire une société à partir des besoins prioritaires de l'homme n'est pas une mince affaire....*»

J'ajouterai pour ma part que la solution à tous ces problèmes qui commencent enfin à être reconnus, ne pourra être trouvée tant que l'on n'aura pas changé la nature de la monnaie. Rien ne sera possible tant que l'on acceptera que les Etats restent dans l'obligation d'emprunter auprès des banques les moyens de financement dont ils ont besoin pour assurer le développement de leur économie et pour répondre aux besoins solvables **ou non** de leurs citoyens.

**Il faut rendre à l'Etat son droit régalien de créer la monnaie.**

J-P M.

(1) voir l'article de "Newsweek" du 4.11.1992 "Living on the edge".

## initiatives

### grève de gratuité

Mode d'action suggéré depuis très longtemps par nos camarades des GSED, voici que plusieurs syndicats se sont mis d'accord sur une grève de gratuité du service public afin de faire avancer leurs revendications sans nuire au public en le prenant en otage dans leur conflit avec leur employeur, l'Etat : CGT, CFDT, FO et CFTC ont fait prendre le train gratuitement aux usagers afin de soutenir leur lutte pour le déclassement jugé injustifié d'un employé de la gare de Clermont-Ferrand.  
(envoi de C.B., Marseille)

## Souscription permanente Pour que vive la Grande Relève

E. Portella 55 - R. Savart 210 - Mme Reynier 130 - C. Logre 80 - J. Bourdette 95 - Mme Lahens 350 - R. Lagarrigue 24 - C. Logre 130 - J. Kurdjian 50 - W. Lainard 80 - M. Coty 100 - Ch. Soulier 45 - A. Moreau 45 - J. Palud 100 - M. Rajain 30 - G. Soilly 30 - H. Moulonnier 120 - L. Verdelhan 80 - G. Carle 80 - Wendling 30 - Coen 49 - Coty 50 - P. Cerison 260 - J. Lery 30 - Descrambe 80 - Mlle Zeghouani 250 - P. Rocq 50 - E. Mathieu 80 - G. Lorgeou 80 - G. Finck 80.

**Total 2.873 F.**

Grand merci à tous !

## Esperanto ou Yankee ?

L'Esperanto ? Mais oui ! la langue qui prospère, La langue de demain et que le Monde espère ! Issu d'un grand génie à l'Esprit sain et sauf, Cet art est l'invention du Docteur Zamenhof. Hostile à l'injustice, ennemi de la haine, Son cœur saigne devant la mésentente humaine ! Très vite il s'aperçut que toute dissension Etais l'effet, surtout, de l'incompréhension...

R. Carpentier

## A propos d'esperanto

Un lecteur quiconsacre tout son temps disponible à se battre pour la défense de l'esperanto, nous écrit qu'il regrette que notre journal n'y fasse pas plus souvent référence. Il est vrai que nous avons beaucoup publié sur la langue internationale du Dr Zamenhof et que nous le faisons relativement moins. Mais il faut dire aussi que nous sommes fort déçus de voir que pratiquement aucune publication espérantiste ne s'intéresse à nos thèses... et que nous aimons qu'on nous renvoie l'ascenseur !

## Un oubli fondamental

Au cours du Colloque du 16 Janvier dernier, organisé par la Confédération Internationale des anciens élèves de l'ENA sur le thème : "l'Etat moderne peut-il trouver les moyens d'une nouvelle efficacité ?", M. F. Léotard a déclaré : "qu'il fallait réhabiliter les fonctions régaliennes de l'Etat : justice, diplomatie, armée et police, que l'entreprise ne peut assurer car elle n'est pas productrice de droit pour tous."

M. Léotard a, dans sa liste de fonctions régaliennes, oublié l'essentiel : **le droit pour l'Etat d'émettre la monnaie !**

## bloc-notes

## associations et revues

**G.L.E.D**

*Groupe Liégeois*  
pour l'**Economie Distributive**  
a publié la brochure  
" Muter ou chuter "  
et diffuse livres et journaux  
distributistes en Belgique.  
L. Gosset, 21, rue Charles Hansez  
4630 MICHEROUX Belgique

\*

**G.S.E.D.**

*Groupe des Salariés*  
pour l'**Economie Distributive**  
11, rue St Vincent-de-Paul  
13000 MARSEILLE

\*

**EDEN**

*Equipes pour la Diffusion*  
d'une **Economie Nouvelle**  
2, rue Berthe-de-Boissieux  
38000 GRENOBLE

\*

**UNION PACIFISTE**

4, rue L. Hoche  
92100 BOULOGNE

\*

**CITOYENS DU MONDE**

15, rue Victor Duruy  
75015 PARIS

\*

**CLUB DE L'AN 2000**

contact : L. Gilot  
12/59 rue de Belfort  
92110 CLICHY

\*

**A CONTRE COURANT  
syndical et politique**

4 rue des Iris  
52100 SAINT DIZIER

\*

**Llason Action COntre la  
FAim**

4 sq. Nouveau Belleville,  
75020 PARIS

\*

**TRANSVERSALES  
Sciences-culture**

29, rue Marsoulan  
75012 PARIS

\*

**COMBAT NATURE**

*Revue des associations  
écologistes et de défense  
de l'environnement*  
BP 3046  
24750 PERIGUEUX

\*

**L'HOMME LIBRE**

BP.205  
42005 SAINT-ETIENNE

\*

**LA LUCARNE**

11, rue du Monnel  
7500 TOURNAY Belgique

\*

**TAM-TAM**

33, rue de Rénipont  
1380 OHAIN Belgique

\*

**INFOR VIE SAINE**

127, rue de Fernelmont  
5020 CHAMPION Belgique

\*

**AGIR ICI**

*pour un monde solidaire*  
17, place de l'Argonne  
75015 PARIS

\*

**FRAGMENTS**

*Lettre mensuelle alternative  
de recherche créditiste*  
5, passage Fontaine del Saulx  
59800 LILLE

\*

Alain Minc et le  
réformisme

par René MARLIN

## Repères

**A**lain Minc né en 1949, est un brillant ancien élève de l'ENA. Remarqué par Simon Nora, ami de Pierre Mendès-France, il rédigea avec lui, en 1978, un rapport à la demande du premier ministre de l'époque Raymond Barre. Ce travail était intitulé : "*L'informatisation de la société*". Il fut vivement attaqué par les syndicats, en particulier ceux de la fonction publique, car il prônait déjà la diminution du nombre des fonctionnaires et des personnels des entreprises paratataiques comme un des moyens pour faire face à l'accroissement des dépenses de la nation et pour motiver les intéressés en les payant mieux.

Les autres mesures préconisées par Nora et Minc étaient assez iconoclastes pour qu'il fut "*mis au placard*" comme la plupart des nombreuses autres études de ce genre. Voilà un moyen, en plus des commissions de députés ou de sénateurs, imaginé par nos pilotes pour se débarrasser des questions qui les gênent.

Mais le jeune énarque poursuit sa carrière à la fois dans les milieux d'affaires, politiques et, même, intellectuels. Devenu directeur général de "*Cerus*" holding financier du groupe de Carlo De Benedetti, il s'y illustra si bien que l'endettement de la société atteignait 4,1 milliards de francs fin 1990. Cerus dut se défaire de "*Yves Saint Laurent*" et de la "*Société Générale de Belgique*" pour que sa dette descende à 567 millions. Mais ces opérations s'accompagnèrent du remplacement de son directeur général (1)... Ce dernier perdit son salaire annuel de 3,2 millions de francs (2) et ce n'est pas avec ses 700.000 francs de droits d'auteur (3) qu'il pouvait continuer à vivre. Aussi multiplia-t-il le nombre de ses livres et fonda-t-il, pour ne pas rester chômeur, ainsi que le conseillait le même Raymond Barre, une entreprise à l'enseigne de :A.M. *Conseils*" (4). Ce qui ne l'empêche pas de rester président dévoué de la Société des Lecteurs du "*Monde*".

Notre auteur s'affirme réformateur et mendésiste ; c'est d'ailleurs sous le titre de "*Esprit de réforme*" qu'il a donné dernièrement une conférence (5) dont nous allons analyser ici quelques thèses reprises d'ailleurs de son dernier ouvrage : "*Français si vous osiez*". Ce livre est son neuvième(6) et l'on voit qu'à la différence de certains autres... il ne manque pas de tribunes et d'audiences pour s'exprimer, d'autant moins que tous les médias se font un plaisir de lui donner la parole assurant ainsi la promotion de ses ouvrages. Nous ne pouvons donc pas manquer d'en faire autant... même si Paul Fabra dans ses chro-

niques du "Monde" en profite pour faire étalage de ses préjugés et de sa myopie intellectuelle habituels (7).

## Principes

Alain Minc ne fait guère preuve d'originalité en affirmant, d'entrée de jeu, qu'il n'y a pas d'autre solution que l'économie de marché. Sa carrière et ses propositions nous justifient d'en inférer qu'il entend par là que le capitalisme s'impose. Or la déduction n'est pas évidente surtout si l'on considère, et nous le lui avons dit, au moment des questions, après son exposé, que le marché tel que l'entendent les économistes libéraux serait une bonne chose s'il existait vraiment, c'est-à-dire si la concurrence qu'il suppose n'était pas dénaturée par une multitude de subterfuges. Et nous en avons cité quelques-uns : ententes sur les prix, cartels, trusts, destructions de produits, stockages, gels des terres (8), etc... Nous avons également rappelé les tares du capitalisme. A celà, Alain Minc répondit en nous reprochant gentiment de vouloir faire du moralisme dans un domaine où il n'a que faire. Vivent donc le crime, le vol et la corruption dont les exemples abondent de plus en plus; le réformisme se place sous d'heureux auspices...

Notre réformateur déclare que la société a muri et qu'elle s'est débarrassée de ses tabous ainsi les socialistes auraient fait leur Bad-Godesberg avec retard (9). Il ne s'en félicite pas moins, mais il dénonce le populisme, pas seulement celui de droite de Boulanger à Pujade et à Le Pen : "... *Sur quel clavier jouent Bernard Tapie, Michel Charasse ? Voire Edith Cresson ? le populisme est une gangrène. Il se vante d'ignorer les idées et le travail de l'intelligence ; il méprise les intellectuels ; il fait croire aux solutions miracles ; il flatte les "petits", les "victimes", les "frustrés" contre "la haute", "les profiteurs", "les aristocrates", il véhicule les stéréotypes les plus éculés de la force et de la virilité ; il est la honte de la démocratie...*"(10).

Comme on le voit, Alain Minc n'hésite pas à manier l'amalgame quitte à égratigner ceux dont il se dit pourtant proche et sur lesquels il compte, semble-t-il, pour mettre en œuvre ses projets. Il les accuse même, avec juste raison d'ailleurs, d'avoir dénaturé la CSG sur laquelle il est pourtant d'accord en principe et qu'il envisage même de substituer aux cotisations salariales classiques. En effet, affirme-t-il, celle-ci à peine créée, le gouvernement augmenta subrepticement la cotisation des seuls salariés de 0,9%.

Nous ajouterons que, basée sur les seuls revenus déclarés, la CSG était déjà injuste envers ceux qui ne peuvent rien cacher. "Jamais... conclut-il néanmoins sur ce point, ... un pouvoir de droite n'aurait osé brutaliser de la sorte le monde du travail". Il aurait pu en dire autant de la suppression de l'échelle mobile des salaires. Mais non. La modération salariale lui apparaît comme une preuve de sagesse qui rend possible d'autres renoncements profitables, au moins pour quelques-uns...

## Exclusions

Fort logiquement et humainement, son souci principal réside dans la montée du chômage et de l'exclusion. Un million de chômeurs depuis plus de deux ans, c'est trop, dit-il à la télévision (4), même si le présentateur lui fait remarquer que le nombre correspondant avancé par l'ANPE n'est que 370.000. Ce sont des personnes en voie d'exclusion, contrairement aux demandeurs d'emploi plus récents dont on peut espérer qu'ils se reclasseront. 5 à 7 millions de pauvres, c'est insupportable dans un pays assez riche comme le nôtre, reconnaît-il.

Notre solution, qui consiste à solvabiliser les déshérités au moyen de la monnaie verte puisque la nourriture existe en stock ou qu'elle serait facile à produire, ne lui vient évidemment pas à l'esprit. Elle permettrait pourtant de ne pas prendre aux uns ce que l'on veut donner aux autres; mais elle se situe en dehors de son cadre de pensée. Aussi en déduit-il qu'il faut faire payer la classe moyenne, car les plus aisés ne sont pas assez nombreux pour faire face. Et de mettre en cause le SMIC: suppression pour les chômeurs de longue et moyenne durée qui retrouvent un emploi, rémunération des "petits boulots" à un tarif très inférieur, instauration d'un SMIC jeunes. Comment peut-on commettre ce contre-sens qui consiste à faire entrer les smicards dans la classe moyenne? Comment peut-on offrir au grand et moyen patronat ce cadeau au moment où la pression s'exercerait vers une baisse de salaires de plus en plus accentuée?

Pourtant Alain Minc précise qu'il ne faut pas laisser les syndicats, en voie d'affaiblissement, en face d'interlocuteurs patronaux renforcés. Ses idées ne sont pas toutes déraisonnables. Il admet que le travail traditionnel devient rare, qu'il faut le partager. Il déclare que le travail partiel devrait être un droit pour tous, bien qu'il soit plus coûteux pour les entreprises. Enfin, rejetant le préjugé qui "... *au nom d'une vieille tradition libérale et catholique... fait du travail un instrument de rédemption et de la paresse un manquement grave à la morale...*", il soutient la création d'un revenu minimum pour tous (11). Ce revenu beaucoup plus élevé que le RMI se situerait à environ 75% du SMIC et serait attribué d'office aux chômeurs de longue durée. En seraient déduites les allocations familiales, mais pas les prestations spéciales comme celles de logement ou pour les handicapés. "Cette création ne coûtera pas plus, dit-il, que 5% du budget social de la nation". Une telle réalisation va tout à fait dans le sens de notre revenu social maximal, mais ne peut être conçue, selon nous, que comme une étape. Elle s'inscrit parmi toutes celles du même genre qui prolifèrent actuellement, mais A. Minc affirme bien que ce "... *droit doit représenter, à la fin de ce siècle, ce que fut le droit à l'éducation, sous la troisième République : un principe fondateur*". Formulation heureuse !

## Redistributions

Venons-en rapidement, trop rapidement, à quelques autres propositions qui s'inscrivent dans la redistribution

des revenus. A. Minc n'échappe pas aux thèses à la mode dans les milieux du capitalisme libéral : assurance individuelle pour la médecine de ville avec libre choix de l'assureur : Sécurité Sociale, mutuelles ou compagnies d'assurances. Peut-être sait-il, il feint de l'ignorer, que cela condamnerait la sécu (12) dans son ensemble, car les assurances s'empresseraient de sélectionner leur clientèle par l'argent et l'ensemble du système, basé sur la solidarité des plus aisés et des bien-portants envers les déshérités de la fortune et de la santé, s'écroulerait. Par contre, la décentralisation de la gestion hospitalière, la responsabilisation financière des médecins et la prise en charge de l'assurance des foyers pauvres par la collectivité nous paraissent, dans une certaine mesure, acceptables.

L'instauration de régimes de retraite par capitalisation, même adossés à des fonds de péréquation au profit des salariés modestes, semble dangereuse. La capitalisation peut apparaître plus favorable pour les retraités dans les circonstances présentes. Mais les plus anciens se souviendront sûrement que, après la dernière guerre, et l'inflation galopante qu'elle avait entraînée, le choix de la répartition ne faisait pas de doute. Il reste le plus sûr, même s'il ne dégage pas assez d'argent. Comme la production ne diminue pas et qu'il faudra l'écouler, une solution financière autre devra bien apparaître.

A. Minc illustre la fiscalisation des allocations familiales qu'il déciderait par un exemple significatif : 2.000 F. d'AF versés à un contribuable imposé au maximum valent 5.000 F pour lui, ils demeurent 2.000 F. pour un smicard. Le vieil argument nataliste qui justifiait la situation actuelle et en particulier, l'incitation à la naissance plus forte pour les riches, a disparu, déclare-t-il. Voire. N'a-t-il pas réapparu ces jours derniers encore sous la forme d'une étude de l'INSEE établissant que la présence d'un enfant dans un foyer revient à 4.100 F. par mois et celle de deux enfants à 7.800 F.(13). Et la presse écrite ou parlée de plaindre les familles dont, à niveau de revenus égal, le pouvoir d'achat est plus faible. Natalisme pas mort Monsieur Minc !

En ce qui concerne l'héritage, il faudrait accroître l'abattement à la base, afin de permettre aux enfants de conserver l'appartement familial, mais augmenter ensuite le prélèvement, même en ligne directe, jusqu'à 60 %. Ce qui se rapproche de nos vues dans ce domaine. De même que l'idée de réserver un tiers des sièges des conseils d'administration des entreprises aux représentants du personnel.

A. Minc regrette que le travail soit plus taxé que le capital. Il estime aussi que tous les foyers devraient payer un impôt sur le revenu, même symbolique, alors que 50 % d'entre eux sont exonérés, ce qui n'est pas sain. Les réformes prévues dans ce domaine ne sont pas toutes convaincantes. Dominique Strauss-Kahn et Alain

Madelin ont dit récemment au "Point" toutes leurs différences avec elles (14).

"Français si vous osiez" se termine par "...être aujourd'hui réformiste, c'est la seule manière d'être encore révolutionnaire...".

La bonne volonté de l'auteur est évidente. Son absence de démagogie est sympathique, mais assez candide, bien que son appartenance à la classe des "managers" l'entraîne sur certaines positions trop favorables au maintien ou même à l'accroissement de leurs privilèges. C'est pourquoi si, comme Alain Minc, nous sommes également réformistes, nous n'oublions pas que, par l'accumulation des réformes, la structure même du système, c'est-à-dire notamment les échanges et la monnaie, devra un jour céder, pour faire place à une économie vraiment adaptée à l'état actuel des sciences et des techniques.

R.M.

— — — —

(1) "Les marchés financiers en 1991". "Le Monde" 31 décembre 1991.

(2) En 1990, selon "Quid".

(3) En 1988, toujours selon "Quid".

(4) "Heure de Vérité" A2, 29 décembre 1991. Il était évidemment plus facile à Alain Minc qu'à l'ouvrier spécialisé de base devenu chômeur de se créer un job.

(5) 11 janvier 1992 à l'Institut Pierre Mendès-France présentée par Marie-Claire, l'épouse de l'ancien président du Conseil.

(6) En plus du rapport Nora-Minc à la Documentation française, ce sont "L'après-guerre est commencée" Gallimard 1982. "L'avenir en face" Seuil 1984. "Le syndrome finlandais" Seuil 1986. "La machine égalitaire" 1987. "La grande illusion" 1989. "L'argent fou" 1990. "La vengeance des nations" 1990 et donc "Français si vous osiez" 1991. Ces cinq derniers édités par Grasset.

(7) "Le bluff du réformisme" et "Réformisme très populiste" 21 et 28 janvier 1992.

(8) 18.200 agriculteurs ont été incités à retirer 200.000 hectares de la production en 1992 (durant cinq ans) à la satisfaction du ministre (Le Monde du 14 janvier 1992).

(9) Du 13 au 15 novembre 1959 à Bad-Godesberg le SPD Parti social démocrate de l'Allemagne de l'Ouest abandonna toute référence au marxisme.

(10) Toutes les citations dans cet article sont tirées de "Français si vous osiez".

(11) Cette expression est confuse. On ne sait s'il s'agit d'un versement à tous les foyers fiscaux ou d'un complément jusqu'à son niveau. Il semble se placer dans la seconde hypothèse.

(12) Les autorités nous rejouent encore le coup du trou de la Sécurité Sociale. Le déficit prévu au début de l'année de 23 milliards de F. se réduit à à peine 2 milliards selon la Commission des Comptes réunie en janvier. Et l'on admet que ce faible déficit ( 0,2 % des dépenses du régime général) est surtout dû aux retraites. Mais il faudrait maintenant, paraît-il, combler le déficit des années précédentes...

(13) "Economie et Statistiques" n° 248.

(14) "Le Point" n° 1000 du 16 novembre 1991, extraits envoyés par A.M., de la Rochelle.

Dans notre N° 905, nous avons publié une lettre de Paul Vila, dont nous pensions bien qu'elle susciterait beaucoup de réflexions de la part de nos abonnés, car elle leur posait plusieurs questions, à propos de l'Europe.

Deux lecteurs lui ont déjà répondu dans notre N° 907, Pierre Herdner, que nos lecteurs connaissent car il nous envoie souvent des articles, et M. J-P O., de Bugeat.

Paul Vila les relance dans notre Tribune Libre, ce qui permet à tous de suivre ces débats, et éventuellement d'y prendre part ensuite.

### Réponse à Pierre Herdner.

**M**on propos était de chercher des aménagements réalistes d'une économie distributive en Europe. Bien sûr la transformation des institutions en cours en apportant aux peuples un droit d'adhésion, devrait permettre la revendication distributiste, mais c'est le fonctionnement du système qu'il faut soigneusement optimiser pour abolir le monopole financier. (Lors d'essais antérieurs, le *Crédit Social* en Alberta du milieu du siècle s'était enlisé dans des luttes, comparables à celles qui opposent actuellement les protagonistes des sept premiers Européens, dans l'impréparation totale des bons citoyens hyper-riches de leur blé et du pétrole fraîchement découvert).

Ici et maintenant il faut faire entendre la nécessité de réformes simples, claires, incontournables.

Par régimes de démocratie économique, je pense à ceux que prétendent exercer les dirigeants capitalistes; ce seraient ceux qui protégeraient la liberté pour tous sans oublier les "défavorisés" ; qui interdiraient la domination de groupes fermés (sur l'école, la sécurité, la profession, l'entreprise ; tout ce qui fait belle la liberté). Cela inclut au premier chef l'égalité devant les "contraintes" économiques réelles du marché, et cela limite les monopoles abusifs (comme le sont parfois les "secteurs publics", même sous la forme de corporatisme Mosco-Parisien édulcoré que nous subissons).

#### Sur ma question 1

C'est le circuit fallacieux de la "dette" au système bancaire qui pousse les producteurs capitalistes au profit financier maximum, en contradiction avec la révélation du sens de l'espèce humaine, et à l'encontre même de lois rigoureusement justes d'offre-et-demande. Le profit économique réel est normal et bon. C'est la mesure physique, simple et empirique de la qualité du processus de production-distribution (=captation d'énergie solaire + service intelligent) ; l'économie doit rechercher les conditions de son maximum, dans la transparence des coûts. Le problème reste celui d'une monnaie mieux gérée pour représenter les flux économiques.

#### Sur mes questions 2 et 3

Je pense ne pas partager votre point de vue. Il me semble que l'optimisation et le contrôle des gros groupes économiques, fondements du système charbon-acier-céréales, comme la lutte contre les mafias, doit s'opérer à l'échelle du continent : ils sont la partie visible de l'iceberg et tous les citoyens européens ont voix active à ce contrôle.

Alors direz-vous, pourquoi pas de même pour le pouvoir bancaire ? C'est l'existence déjà menaçante du monopole mondial de la finance qui me fait souhaiter qu'on l'oblige à garder un statut "d'illégalité". S'il se montrait à visage découvert, on pourrait mieux se défendre en démocrates. Dans l'état présent, il me semble que la démocratie gagnera à ne pas laisser le pouvoir à ses plus dangereux ennemis.

Le problème de la Grande Relève, c'est de définir la "mort" souhaitée du capitalisme sauvage qui repose sur l'épuisement des pays les plus producteurs par le monopole financier masqué.

Nous ne devrions plus avoir besoin de l'omniprésence des banquiers comme détenteurs-gardiens du super-pouvoir, mais on devrait les convertir en serveurs et définir des flux économiques dans une démocratie vraie.

### Réponse à M. J-P O.

**N**ous semblons d'accord sur la description du système; le sens de mes questions est la recherche urgente de remèdes ; je ne suis ni breveté en économie, ni doué en politique. J'ai subi l'occupation-cauchemar en témoin, puis petit soldat-des-Alpes, et j'ai vu l'occupation en Allemagne de l'Ouest par des Français dégueulasses et des Anglais démonteurs, et j'ai trouvé un peu d'humanité dans la Grande-Bretagne des années 1950, où j'ai rencontré les amis de H.C. Douglas (pas du tout anglais moyen ni fort en maths théoriques, ce qui me donne le culot d'écrire en ce moment) et Jacques Duboin (quelques heures). J'ai vu les marasmes (les crétins libérateurs reprenant en 45 du "Service" pour continuer la fête en Indo, puis cherchant une victoire "facile" en Algérie, la mode J. Rueff et l'industrie française "dirigée" par la droite des militaires en majorité expétainistes camouflés)... les coups de dés du style Pinay-De Gaulle contre Michel Debré and Co ; je ne désespère pas d'une libération européenne du marasme où semble s'enliser l'Europe. Allergique aux réflexes des panurges post-Gaulliens, j'ai gardé méfiance des ralliés au PS qui nous récupèrent depuis l'été 68. Année après année, je scrute les jeunes équipes chargées de gérer nos affaires pour découvrir la "vraie" France : j'y trouve surtout du ressort à ceux qui n'ont garde du commandeur financier embusqué dans les buissons de l'"Europe" institutionnelle.

Mais surtout, je redoute un programme de bonnes intentions insuffisamment défini et réaliste, qui nous enliserait dans les dédales traditionnels du paysage politique et dans l'enfer des réformes ratées.

P.V.

*“Je vous envoie la photocopie d’un article<sup>1</sup> paru ...dans “Le Monde”, article qui me paraît s’inspirer en droite ligne des idées de Jacques Duboin.*

*J’ai écrit, en son temps, au journal “Le Monde” en suggérant qu’il serait intéressant que l’auteur de l’article en fasse paraître un deuxième, s’appuyant sur des chiffres précis afin de démontrer que —ainsi qu’il l’affirme— ses idées peuvent être appliquées immédiatement en France.*

*Ma lettre n’a eu, évidemment, aucune suite”.*

<sup>1</sup> Il s’agit de l’article de Y. Bresson intitulé «Un avenir sans chômage» du 20-11-91.

C.C., Rocheville

Réponse : Il semble que la tendance aujourd’hui soit de reprendre les idées de Jacques Duboin, sans s’y référer, en prétendant que lorsqu’il les a publiées, elles étaient utopistes.

Mais quand elles sont reprises par des spécialistes, évidemment, elles cessent d’être utopistes !

\*\*\*

*Je pense que c’est une erreur, préjudiciable à la propagation de vos idées, que de condamner le (au singulier) Profit, comme s’il n’y en avait qu’un seul, comme vous le faites constamment dans vos éditoriaux, alors qu’il faut absolument distinguer deux sortes de profits, l’honnête et le malhonnête. Exemple : un boulanger-pâtisier, Monsieur X, fabrique de l’excellent pain et d’excellents gâteaux et autres croissants. Il a deux concurrents ayant leurs boutiques près de la sienne, Y et Z, qui, eux, n’offrent à la clientèle que des produits très médiocres. Il est bien évident que la très grande majorité des consommateurs va venir acheter chez M. X et faire ainsi réaliser à ce dernier un important profit, alors que les concurrents Y et Z attendront vainement de rares clients derrière leurs comptoirs... Mais il s’agit bien là, convenez-en une fois pour toutes, d’un profit légitime, parce qu’acquis par la supériorité de la qualité du travail et des produits, de l’accueil, bref, par le mérite personnel et donc honnêtement... Ce profit-là, le “bon”, ne peut être blâmé, car ce sont bien les consommateurs eux-mêmes qui le font, et leur propre intérêt, la satisfaction par la qualité, qui l’exige. Qu’un régime “socialiste” confisque d’autorité sa boutique au boulanger X et l’oblige désormais à faire son travail comme salarié de l’Etat en lui disant : “Vous serez payé tant pour votre travail, un point, c’est tout!...” et ce travailleur n’aura forcément plus aucune motivation, plus aucun intérêt à se “casser la tête” à bien faire son travail, puisqu’il ne gagnera rien de plus en avantages matériels. Alors, il “s’en fouttra” de plus en plus dans l’accomplissement de sa tâche, et les consommateurs seront les premiers à en pâtir.*

*Ne venez surtout pas essayer de nous faire croire à la motivation par la “gloire”, la fierté de “record”, le “goût du travail bien fait” même à titre gratuit, etc... L’imposture du prétendu record du fameux Stakhanov a finalement été avoué par l’URSS un demi-siècle plus tard...*

*N’oublions pas que, là où les hordes d’Hitler, puis les*

*menaces stratégiques et diplomatiques des Etats-Unis avaient lamentablement échoué, c’est simplement le “je m’en-foutisme” généralisé de ses propres citoyens qui vient de causer l’effondrement du plus grand empire du monde et de presque tous ses satellites “socialistes”.*

*Pour avoir refusé à leurs travailleurs la motivation par le bon profit, l’ex URSS et les ex “démocraties populaires”, livrées à présent à l’“économie de marché” en état de pénurie endémique, sont confrontées au mauvais profit, celui de quelques-uns au détriment de tous les autres, par la spéculation sur la rareté, l’accaparement et le marché noir. Le seul remède à ces fléaux est le jacobinisme draconien, impliquant la peine de mort pour ces délits économiques.*

*Dans une crise aux résultats comparables, bien qu’ayant eu des causes différentes, Robespierre et Saint-Just ont jadis sauvé la République en livrant à la guillotine les accapareurs et même ceux qui enfreignaient la “Loi du maximum” ou refusaient le paiement en assignats, tout en reconnaissant la propriété et le bénéfice privé des honnêtes citoyens et bons patriotes comme “imprescriptibles et sacrés”, ce qui constitue la grande différence entre le jacobinisme et le marxisme étatique. Qu’apparaisse un jour un “Robespierre russe” pour chasser le fantoche, tenant à la fois de Fouché et de Monk, qu’est Eltsine et la situation en Russie rentrera dans l’ordre.*

*Quant à la Grande Relève, qu’elle lève enfin l’ambiguïté en faisant la distinction entre les deux “profits”, le bon et le mauvais.”*

J.B., 75012 Paris

Réponse. Absolument d’accord avec vous. Nous avons complètement tort d’employer le même mot pour désigner les profits illicites que le système permet (la vente de drogue par exemple) et le profit de l’artisan de l’exemple que vous citez et que nous considérons tellement comme son juste salaire que nous oublions qu’il s’appelle aussi profit. Nous essaierons de faire attention, à l’avenir, et de ne pas céder à la facilité d’employer un mot unique parce qu’il est court.

Puisque vous êtes conscient du danger de l’uniformité telle que celle imposée jadis par les Soviétiques, vous avez dû être sensible à notre proposition de contrat civique.

Son objectif est très précisément d’empêcher le “je m’en foutisme”, le bâclage d’un travail pour lequel on ne se sent pas motivé parce qu’on n’aura rien de plus à la faire bien qu’à la faire n’importe comment. Le contrat civique est conçu non seulement pour donner aux individus l’initiative d’une charge économique, quelle qu’elle soit, et la responsabilité de son exécution mais aussi pour leur permettre de fonder leur prétention à un revenu à la mesure de la tâche et de son exécution. Bien entendu, lors du tout premier contrat d’un citoyen, il faudra lui faire crédit, c’est-à-dire admettre qu’il fera comme il s’y engage. Mais dès le second contrat, il devra faire la preuve qu’il a tenu parole. Et les consommateurs, ses clients, seront là pour en témoigner. Vos commentaires sur cette idée de contrat civique seraient donc très bien venus.

## ◇ *Pour votre propagande,*

*.deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

écrit en 1935, dans un style caustique mais plein d'humour, pour dénoncer le conservatisme des économistes classiques,

*et* **LES YEUX OUVERTS**

où sont expliqués simplement les mécanismes de la création monétaire par les banques de crédit.

Deux livres qui sont toujours d'actualité !

(65 F franco, chacun des deux volumes).

*.une brochure à faire lire :*

### **L'ECONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

## ◇ *Pour votre réflexion personnelle, un roman :*

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

## ◇ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

le texte d'une conférence qui pourrait servir d'introduction à une discussion privée, une brochure rédigée dans le style d'une conversation facile à suivre, par André PRIME.

(36 pages, 20 F, franco).

## ◇ *Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :*

### **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

***Tous ces documents peuvent être  
commandés au journal.***

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***



Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Recherche et documentation :  
**René MARLIN**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**

*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis  
par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

## TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF  
Abonnement d'essai (6mois) .....70 FF  
Abonnement de soutien..... 170 FF  
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels .195 FF  
.....10 n° mensuels. 245 FF  
Etranger.....155 FF  
(Par avion nous consulter)

### Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :  
LA GRANDE RELEVÉ  
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
**"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"**  
*qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux  
de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur  
abonnement aux tarifs indiqués.*

## \*ÉDITORIAL

page 3 Pour une véritable démocratie  
par M-L Duboin

## \* ACTUALITÉS

page 4 Et à l'ouest, quoi de nouveau?  
par André Prime

page 5 lu, vu, entendu

page 6 des chiffres:  
calcul redistributiste  
la triade

## \* RÉFLEXIONS

fantaisistes page 8 le roi des fous  
par R.Magdane  
financières page 9 supprimer les intérêts?  
par G. Lasserre  
philosophiques page 11 repères pour un autre monde  
par G.Dittmar  
poétique page 12 Prise de conscience  
par A.Chantraine

## \* LECTURES

page 7 Méchant mais pas bête  
par A.Prime  
page 12 Fossiles et Utopistes

\* **TRIBUNE LIBRE** page 8 Démocratie économique  
par L.Gilot  
Réunion du Gatt  
par H.Muller  
Chômage

par H.Brévançon

\* **COURRIER** page 15

\* **RÉSUMÉ DE NOS THESES**  
page 16 **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

**Téléphone**  
les mardi et jeudi  
l'après-midi seulement

**(16) 1 30 71 58 04**

**Minitel**

**36 14**  
code CHEZ\*REIN

### ◇ Pour votre propagande,

.deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :  
**KOU, L'AHURI** et **LES YEUX OUVERTS**

toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

### .une brochure à faire lire :

## L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

### ◇ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

## LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

### ◇ Pour animer une discussion :

## UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

brochure de 36 pages par André PRIME, (20 F, franco).

*Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal..*

## résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX<sup>ème</sup> siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

**Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.**

**Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.**

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

**La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance !** Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

**Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations.** Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

## L'économie distributive

**Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources**, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

**LE TRAVAIL :** Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

**LES REVENUS :** Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

**LES INVESTISSEMENTS**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

**La compétitivité fait place à la convivialité.**